

Pascal Lamy vient d'être nommé directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), contre trois candidats de pays du Sud. La coïncidence de cette désignation avec le référendum permet d'intéressants rapprochements : Lamy est en effet un parfait social-libéral, membre du Comité directeur du Parti socialiste et proche de Jacques Delors. Après avoir préparé la privatisation du Crédit Lyonnais, il devient commissaire au Commerce entre 1999 et 2004, et c'est à ce titre qu'il a représenté l'Union européenne lors des négociations de l'AGCS. Il a tout fait pour imposer aux pays du Sud la privatisation de leurs services publics - notamment l'eau - afin de les livrer aux appétits des multinationales, tout cela en échange d'hypothétiques ouvertures des marchés agricoles. Le soutien de Lamy au « oui » en dit long sur la logique impérialiste dont est porteuse cette Europe-là, même dans sa version « gauche ».

L'un des premiers dossiers que Lamy aura à traiter, lors du prochain Conseil général de l'OMC en juillet, sera celui des génériques anti-sida, où les récentes avancées viennent d'être remises en cause par une réforme des brevets très restrictive imposée à l'Inde. Les peuples du monde n'ont décidément rien de bon à attendre de ce « socialiste » qui déclarait devant le *US Council for International Business* (à New York, le 8 juin 2000) : « nous avons besoin du soutien des affaires au système de l'OMC et pour davantage de libéralisation ». La mise sous surveillance de l'OMC est donc plus que jamais d'actualité.